



## Politique archivée



Imprimer



Fermer

PM 084 (annulée et archivée le 2010-10-07)

2003-07-30

Politique de bon voisinage

## Table des matières

1. [Contexte](#)
2. [Objet](#)
3. [Politique](#)
4. [Portée](#)
5. [Rôles et responsabilités](#)
6. [Lignes directrices](#)
7. [Références](#)
8. [Demandes de renseignements](#)

## 1. CONTEXTE

Le gouvernement du Canada s'engage à travailler en étroite collaboration avec les collectivités canadiennes. Dans le discours du Trône de 2002, le gouvernement a réitéré l'importance des villes compétitives et des communautés en santé et il s'est engagé à exécuter ses programmes et à mener ses activités de façon à aider à trouver des solutions locales aux problèmes locaux.

Pour montrer son engagement envers les collectivités, le premier ministre a mis sur pied, en mai 2001, un groupe de travail sur les questions urbaines en vue d'examiner les moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait renforcer sa collaboration, dans son domaine de compétence, en vue d'améliorer la qualité de vie dans les grands centres urbains. Le groupe de travail a remis son rapport final en novembre 2002. De plus, en avril 2002, le Secrétaire d'État au développement rural a annoncé la création d'un nouveau comité consultatif ministériel sur les questions rurales afin d'aider le gouvernement du Canada à assurer le développement durable des collectivités rurales.

À l'heure actuelle, les collectivités éprouvent d'importantes difficultés économiques, sociales et environnementales. Des facteurs comme la mondialisation, l'immigration, les progrès technologiques, les sans-abri, le développement urbain tentaculaire, la détérioration des infrastructures et les préoccupations environnementales constituent un ensemble de circonstances et d'incidences qui débordent le champ d'intervention d'un seul palier de gouvernement. On demande donc au gouvernement fédéral d'exercer son leadership et d'apporter de l'aide dans l'élaboration de principes innovants et de solutions novatrices pour résoudre ces difficultés complexes pour les collectivités. La *Politique de bon voisinage* donne au gouvernement fédéral l'occasion d'exercer son leadership dans les questions locales se rapportant à

l'immobilier.



## 2. OBJET

La *Politique de bon voisinage* vise à étendre formellement l'ensemble des considérations dont on doit tenir compte dans la définition de la meilleure solution pour la gestion des locaux des ministères. Tout en continuant de répondre aux autres grands objectifs des politiques fédérales et aux besoins opérationnels des clients, de même qu'aux considérations relatives aux économies à réaliser, cette politique insiste sur la nécessité de tenir compte des plans et des priorités des localités dans le processus régissant les décisions immobilières de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).



## 3. POLITIQUE

À titre de gardien de biens immobiliers et de fournisseur de locaux auprès des ministères fédéraux, TPSGC doit veiller à ce qu'on tienne compte des plans et des priorités des localités dans la réalisation du programme immobilier du gouvernement fédéral pour la fourniture de locaux à bureaux et de locaux à vocation générale.

À titre de fournisseur de services immobiliers, TPSGC doit promouvoir et recommander les principes et les objectifs de cette politique lorsqu'il offre des services professionnels et techniques aux autres ministères.



## 4. PORTÉE

Cette politique s'applique à l'ensemble des services fournis et des activités exercées par la Direction générale des opérations et la Direction générale du programme des biens immobiliers (DGPBI) de TPSGC. Elle ne s'applique pas aux biens immobiliers qui appartiennent aux sociétés d'État ou à d'autres ministères gardiens et/ou qui sont gérés par ces derniers. Toutefois, lorsque TPSGC fournit des services à d'autres organismes gardiens, il fait la promotion des principes et des objectifs de cette politique et recommande de les appliquer.



## 5. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

1. Le Directeur général, Secteur des opérations immobilières, Direction générale des opérations, est chargé de la gestion et de la mise en œuvre de cette politique dans son ensemble.
2. Le Secteur de la politique des biens immobiliers est chargé, en collaboration avec les autres secteurs de DGPBI et la Direction générale des opérations, de l'élaboration et de l'évaluation de la *Politique de bon voisinage*.
3. Les directeurs généraux régionaux, directeurs généraux des services de TPSGC, ainsi que la directrice générale des Portefeuilles de services à la clientèle, Direction générale des opérations, doivent mettre en œuvre cette politique dans leur

domaine de compétence.

4. Le Secteur des opérations immobilières et les Équipes de services à la clientèle sont chargés, à l'échelle nationale et à l'échelon régional, de la mise en œuvre opérationnelle de cette politique, par exemple en élaborant des Stratégies d'investissement locales (SIL), en réalisant des projets de gestion de locaux et en offrant des conseils et des services immobiliers.



## 6. LIGNES DIRECTRICES

1. On doit appliquer les principes suivants en matière de bon voisinage pour guider la Direction générale des opérations dans la prestation des services destinés aux ministères fédéraux et dans les conseils qui leur sont donnés.
  1. Coordination et partenariat : consulter les administrations locales pour faciliter la collaboration dans le cadre des initiatives fédérales et locales de planification du développement.
  2. Emplacement stratégique : dans les cas où cela est viable, tenir compte des objectifs de la collectivité et les considérations relatives aux économies en prenant des décisions d'investissement et en faisant des choix d'emplacement pour les locaux à bureaux et les installations à vocation générale du gouvernement fédéral.
  3. Valorisation des investissements : le cas échéant, conclure des accords de partenariat avec les intervenants locaux dans le secteur public et dans le secteur privé.
  4. Développement durable : dans toute la mesure du possible, tenir compte des considérations économiques, sociales et environnementales pertinentes dans les décisions à prendre.
2. La Direction générale des opérations doit tenir des consultations avec les municipalités pour s'assurer qu'on tient compte, dans la planification stratégique et les activités de réalisation des projets de la Direction générale, des objectifs et des priorités en matière de planification locale.
3. Les Stratégies d'investissement locales (SIL) doivent faire intégralement état des considérations en matière de planification locale, en plus des autres considérations dont il serait normalement question dans une SIL, par exemple les questions générales relatives à l'offre et à la demande, les besoins des programmes des clients, les plans de gestion immobilière et les propositions d'investissement. Dans les décisions portant sur les investissements stratégiques, il faut notamment évaluer attentivement le zonage et les désignations selon les plans officiels, l'aménagement du territoire voisin et les tendances du développement, ainsi que tous les autres facteurs locaux pertinents qui peuvent influencer sur les décisions d'investissement de TPSGC.
4. Dans les analyses d'investissement, il faut :
  1. s'assurer que les décisions relatives à l'emplacement sont prises en respectant parfaitement l'objectif d'une consultation significative avec les municipalités et les ministères clients;
  2. prévoir, dans l'examen de l'analyse du marché, l'étude des principaux objectifs de la collectivité en ce qui a trait au développement nouveau;
  3. insister sur les coûts et les avantages financiers et non financiers du projet pour ce qui est du concours à apporter éventuellement à la planification de la collectivité dans son ensemble;
  4. s'assurer que l'analyse qualitative complète tiendra compte de certaines questions comme les

centres de développement et d'emploi privilégiés, les considérations relatives au zonage municipal et aux plans officiels, les stratégies de communication et les questions de compatibilité avec le voisinage.

5. Les plans de gestion des biens doivent tenir compte des objectifs municipaux pertinents se rapportant au développement et à la planification à long terme et pouvant avoir une incidence sur les biens.
6. En offrant des services professionnels et techniques aux autres ministères, la Direction générale des opérations doivent faire la promotion des principes et des objectifs de cette politique et doivent recommander d'appliquer ces principes.
7. Les conseils et les services immobiliers, ainsi que la fourniture des locaux à bureaux et à vocation générale de TPSGC doivent répondre aux impératifs de réalisation des programmes des ministères fédéraux dans le cadre des services offerts au grand public. Lorsque ces impératifs donnent lieu à des solutions qui ne sont pas parfaitement harmonisées avec les objectifs en matière de planification locale, TPSGC consulte le ministère visé et la municipalité touchée et les fait intervenir dès le début du processus de décision, pour adopter une solution optimale.
8. Cette politique respectera les politiques existantes du Conseil du Trésor sur les biens immobiliers et autres lois applicables.
9. Conformément à la *Politique d'évaluation* du Conseil du Trésor, TPSGC évaluera cette politique dans le délai de cinq ans suivant la date de son entrée en vigueur.



## 7. RÉFÉRENCES

Publications du Conseil du Trésor :

- [\*Des résultats pour les Canadiens et les Canadiennes;\*](#)
- [\*Gestion des biens immobiliers - Politiques et Avis.\*](#)

Publications de TPSGC :

- [\*Paiements en remplacement de l'impôt;\*](#)
- [\*Stratégie de développement durable.\*](#)
- [\*Stratégie de développement locale;\*](#) 🗣️
- [\*Stratégie d'investissement nationale;\*](#) 🗣️



## 8. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Alexander MacGregor  
Directeur, Politiques urbaines  
Direction générale du programme des biens immobiliers  
11 rue Laurier  
Place du Portage, Phase III, 5B3

Gatineau (Québec)

K1A 0S5

Téléphone : (819) 956-7426

Télécopieur : (819) 956-7159



Le sous-ministre et  
sous-receveur général du Canada,

**I. David Marshall**  
a signé l'original

I. David Marshall

